

QUAI SALAM



Printemps 2018

*Soutenons ,
Aidons ,
Luttons ,
Agiions
Pour les
Migrants !
Et les pays
En difficulté*



Cadeau de l'auteur à Salam, merci Achel.

Le mot du président

Notre Président n'est pas le Président des Migrants,
Cela est une affaire entendue !

Notre Président n'est pas le Président de la prévention,
Cela est une affaire entendue

la nouvelle loi asile semble surréaliste.

Un exemple :

Doubler la période de rétention serait la solution.

Où sont donc passés nos hauts techniciens ?

La répression persiste comme seul vecteur de gestion de l'Immigration.

La diminution du nombre de nos amis Migrants aurait pu être l'occasion de tenter une expérimentation.

Tous les chercheurs s'accordent pour prédire une future immigration climatique.

Ainsi notre Président aurait-il pu mettre en place des simulations d'accueil sur notre territoire.

Notre Président, infatigable attaché commercial, aurait pu en faire l'article à travers l'Europe.

A l'image des stops installés après un accident mortel, rien ne sera fait pour anticiper ces futures migrations.

Il faudra attendre encore et attendre encore.

Nos amis Migrants continueront donc à subir le harcèlement quotidien des autorités.

Qu'importe que cette précarité fasse le bonheur des passeurs.

Qu'importe que cette ghettoïsation nourrisse le populisme politique.

La vie de l'Homme pèse bien peu face aux ambitions électoralistes.

Il se dit que notre Président dormirait très peu.

Cela lui permettrait en effet d'être moins perturbé par les cauchemars.

Cauchemars retraçant la survie de nos Amis.

Et si nous remplaçons les grilles et barbelés par des miroirs.....

Alors notre belle France cesserait peut-être d'être donneuse de leçons

Alors notre belle France reconjuguerait au présent les Droits de l'Homme !

Jean-Claude Lenoir

LA SITUATION SUR LE TERRAIN.

La frontière meurtrière.

2017 avait été moins mauvaise que 2016.

La semaine de Noël a été cruelle, l'autoroute meurtrière :

- un Afghan de 15 ans tué par un chauffard qui ne s'est pas arrêté, sur la rocade portuaire à Calais, dans la nuit du 21 au 22 décembre,
- un Kurde irakien entre la vie et la mort après avoir été balancé par un autre chauffard qui ne s'est pas non plus arrêté sur l'autoroute A 16, à la hauteur de Grande-Synthe, le 24 décembre,
- un Afghan, écrasé par une bobine de papier, dans une remorque qui s'est couchée accidentellement sur l'autoroute A 26, le matin du 29 décembre.

Les 20 et 23 mars encore deux accidents graves sur l'autoroute, et le 17 mars un mort dans un règlement de compte.

Les conditions de survie sont à l'origine d'une tension telle qu'elle provoque des comportements qui peuvent entraîner la mort.



Un hiver... froid, bien sûr...

A Calais, des locaux étaient prêts pour le plan « Grand froid » depuis le début du mois de décembre mais ouverts au compte goutte : rien les pires jours de neige et tempête (10 et 11 décembre), ouverture finalement le soir du 11 décembre pour une semaine, puis rien avant le 28 pour une seule nuit, même pour les personnes dites « fragiles » et pour les mineurs...

Ouverture 11 nuits en janvier, 17 en février, 9 en mars.

Faisait-il donc si chaud les autres nuits, qu'on puisse décentement faire dormir des gens dehors. Y aurait-on laissé des chiens ?

Et dans la journée, où pouvaient aller des gens dont les CRS avaient détruit, ou fait détruire, les tentes ou les abris ?

A Grande-Synthe, nous sommes restés jusqu'à la mi-décembre devant le mur de la position du sous-préfet : pas besoin de plan « Grand froid » : suffisamment de places de mise à l'abri ont été offertes ! Si quelqu'un est encore dehors, c'est qu'il le veut bien.

Rappel : au 5 octobre un « accueil de jour » avait été installé par l'Etat : quatre WC sur une remorque et du café, un lieu pour proposer aux gens un départ pour une mise à l'abri en CAO, en CAES... ou bien dans un hangar, faute de place ailleurs...

Il s'agissait plus en fait d'un « guichet » d'information...

« L'accueil de nuit » (sic) n'était assuré que par des départs en bus tous les jours vers des CAO.

Sur les deux sites, destruction des abris presque quotidienne à Calais, moins souvent mais très régulièrement à Grande-Synthe. Les affaires personnelles étaient ramassées en même temps.

CE QUI A BOUGE :

A Grande-Synthe, le 12 décembre :

Dimanche 10 décembre : jour de neige et de tempête (le jour où, à Calais, un ferry s'est trouvé échoué dans le port pourtant relativement protégé).

Lundi 11, même type de temps, froid et mouillé avec neige. Nos amis Bretons, venus avec une voiture pleine d'affaires chaudes, n'en sont pas revenus de voir les CRS embarquer les tentes et les duvets pendant la distribution du repas alors qu'il neigeait...

Mardi matin, 12 décembre, le maire, Damien Carême annonçait aux associations son intention d'ouvrir un accueil pour toute la période hivernale (jusqu'au 31 mars) au gymnase de l'Espace Jeunes du Moulin.

L'idée était que ce soit un SAS avant mise à l'abri...

Nous avons tous accepté le contrat : ne plus donner à manger au Puythouck, concentrer toute notre action sur l'Espace Jeunes du Moulin. Nous avons accepté la mort dans l'âme : c'est contraire à tous nos principes, à tout ce que nous avons toujours fait (aider d'abord les plus démunis) et notre président ne s'est pas privé de nous le rappeler... Mais c'était cela ou tout le monde continuait à dormir dehors dans le froid et la neige.

La jauge fixée à 100 personnes est peu à peu montée à plus de 300 et nous avons pu, dès le premier jour, donner à manger non seulement à ceux qui dorment à l'abri mais aussi à ceux qui sont dehors. Vrai soulagement pour tous.

Nous aidons autant que nous pouvons aussi pour les couvertures, les serviettes de toilette, les produits d'hygiène...

Pendant ce temps-là, au Puythouck, la survie continue sans eau, sans douches, sans toilettes. La police passe régulièrement enlever tentes et abris.



1^{er} avril, fin de la trêve hivernale :

Réunion avec la mairie mercredi 21 mars (première rencontre depuis le 26 janvier...) : le préfet tolérerait que l'Espace Jeunes reste ouvert à la fin du mois (fin de la trêve hivernale) mais tout le monde s'accorde sur le fait qu'il faudrait désengorger, arriver à limiter à 150 le nombre de personnes accueillies, que ce soit vraiment un lieu de transit.

Si l'Etat n'impose pas l'ouverture de petits centres d'accueil là où les migrants souhaitent être installés, il faudra des accueils municipaux (peu d'espoir !) ou chez des particuliers... Damien Carême est prêt à proposer à l'Etat une installation à la Linière mais aux frais de l'Etat. Rien n'est gagné.

A Calais, le 6 mars :

Le 6 mars, comme l'avait annoncé en janvier M. Le Président de la République, l'Etat commence la distribution des repas confiée à l'Association « La Vie Active ».

Mauvais démarrage : distribution dans un lieu enclos de barbelés surmontés de lames de rasoir (les barbelés si caractéristiques de Calais...) Une seule issue à cet enclos : de quoi donner le sentiment qu'il s'agit d'une souricière... Nos amis effectivement n'ont pas voulu y entrer (peur qu'on leur demande leurs papiers, qu'on leur prenne les empreintes digitales, qu'on les fasse monter de force dans des bus...) Une présence policière lourde n'a pas aidé à la détente...

Depuis, une partie de nos amis boude toujours la distribution.

Salam, qui a pourtant toujours répété que la prise en charge des migrants devait revenir à l'Etat, n'a jamais cessé de distribuer des petits déjeuners. On ne laisse pas des gens mourir de faim... Et les expériences passées de Sangatte puis du Centre Jules Ferry ont montré que l'Etat peut du jour au lendemain arrêter ce qu'il avait pris en charge...

Qui peut s'étonner du refus de manger des repas offerts par une autorité qui, par ailleurs, détruit le matériel ? Quelle incohérence... La peur de voir leurs abris détruits pendant les repas en tient aussi les exilés éloignés. Et effectivement nombreux ont été les démantèlements au cours des dernières semaines.

Le pire a été celui de vendredi 23 : la veille en sous-préfecture la destruction des abris de la rue des Verrotières a été envisagée entre les autorités et les associations, avec promesse d'une réflexion en amont sur les conditions de sa réalisation. Le lendemain très tôt, pendant la distribution des repas, la police enlève tout sans laisser à personne le temps de récupérer les affaires personnelles (même papiers, téléphones et médicaments...)

Les violences policières ne faiblissent pas (gazages même la nuit, même depuis les voitures de police sur des gens qui ne font que se déplacer, migrants courus sous nos yeux par une voiture de police, lacérations de tentes, bâches et duvets, matraquages...). Un jeune Erythréen, découvert dans un camion au niveau du port, a été tabassé puis déposé quelque part : il a mis six heures à revenir à pied...

Salam a décidé alors le 23 mars de cesser tout échange avec les autorités et s'y est tenue depuis...

Depuis les démantèlements se succèdent, sans relâche, parfois trois par jour : dans les dernières semaines les 24, 27, 28, 29 et 30 mars, les 3, 4, 10, 11, 12, 13, 16, 18, 23, 24, 26, 27 avril.

Il s'agit d'user les migrants et les bénévoles aussi (la mise de PV pour « stationnement très gênant » avec retrait de points de permis fait partie du processus de découragement de bonnes volontés...)

Mais les bénévoles sont têtus... Et nos amis ont besoin de nous...

Claire Millot

page Facebook : Salam Nord/Pas-de-Calais

APPEL AUX DONNS.

La situation sur le terrain reste très précaire. Nous avons plus que jamais besoin de vos dons.

Rendez-vous sur le site de l'association :

www.associationsalam.org
rubrique : " Nous soutenir",

ou envoyez tout simplement un chèque à :

Association Salam

Maison Pour Tous

81 bvd Jacquard

62100 Calais.

Un grand merci à tous nos généreux donateurs !

(Vous pouvez aussi nous contacter par mail : salamnordpasdecalais@gmail.com)

